

## Quelle histoire ?

LOUIS  
CORNELLIER



une place centrale à l'école. Toutefois, sur la manière, nos conceptions divergent.

### Un enseignement scientifique

J'aime l'histoire en général et celle du Québec en particulier. Lionel Groulx et Marcel Trudel comptent parmi mes auteurs de prédilection. L'histoire, pour moi, est une source de récits passionnants, de connaissances indispensables sur le passé et sur le présent — étant donné que le premier fait sans cesse retour dans le second — ainsi qu'une école de pensée critique, en ce qu'elle me place devant la multiplicité des interprétations.

Quand je prends connaissance des propos de Trudel sur la Conquête après avoir lu ceux de Frégault, je constate que le sens du passé fait débat et je dois donc réfléchir pour me situer par rapport à lui. C'est passionnant et formateur. Je suis donc, pour toutes ces raisons, un fervent partisan de l'enseignement de l'histoire à l'école et au cégep.

Or, cela ne va pas de soi. «L'enseignement de l'histoire à l'école publique sème la controverse depuis plus de cent ans un peu partout dans le monde. Le Québec ne fait pas exception à cette règle», écrit justement Marc-André Ethier et David Lefrançois dans l'introduction de *Quel sens pour l'histoire ?*, un ouvrage collectif qui se penche sur le nouveau programme (2016) d'histoire du Québec et du Canada au secondaire.

Les six didacticiens ou enseignants qui signent ce manifeste aiment l'histoire autant que moi et souhaitent, eux aussi, que cette matière occupe

Éthier, Lefrançois et leurs collègues plaident pour un enseignement scientifique de l'histoire. Pour eux, il importe surtout d'apprendre aux élèves à «*penser un peu comme le font les historiens*», c'est-à-dire, ainsi que le résume Yelle et Déry, «*à faire un travail d'analyse critique des sources selon une question posée pour établir des faits historiques et les organiser afin de mieux répondre aux questions d'aujourd'hui*» dans une démarche d'enquête. Pour Ethier et Lefrançois, «*c'est en faisant de l'histoire que l'on devient historien*».

Cette approche, plus axée sur les compétences que sur les connaissances, s'oppose à l'enseignement traditionnel de l'histoire nationale, fondé sur la transmission d'un récit chronologique des grands événements du passé. Cette histoire-récit, selon les didacticiens, aurait pour défauts d'être anecdotique, d'imposer une banale mémorisation et de reposer «*sur la soumission à l'autorité extérieure*», alors que la pratique de la pensée historique qu'ils prônent permettrait le développement de l'esprit critique et de l'autonomie.

Boutonnet déplore d'ailleurs que le nouveau programme reproduise «*des formes traditionnelles, conservatrices et obsolètes de l'enseignement de l'histoire nationale qui ne s'appuient sur aucune donnée probante de la recherche récente en didactique*». Demers, quant à elle, s'inquiète du tour nationaliste que



Bataille des plaines d'Abraham en 1759. Sous le commandement du général Wolfe, les hommes escaladent les hauteurs afin de prendre les défenseurs de Québec par surprise.

prend ce programme aux allures de «roman national».

### Historiens ou citoyens ?

Dans *Le bonheur d'apprendre* (Points, 1997), le journaliste français François de Closets exprimait son désaccord, que je partage, avec cet enseignement scientifique de l'histoire, qui veut faire acquiescer aux élèves «*les fondements d'un savoir universitaire dans une pure logique de chercheur*».

L'histoire-récit traditionnelle, reconnaissait-il, a des défauts

(elle véhicule quelques clichés), mais elle a «*le double mérite de passionner les enfants et de leur fournir d'indispensables repères chronologiques*». Elle s'est d'ailleurs bonifiée, depuis, en intégrant à sa narration principalement des thèmes relevant de l'histoire sociale (économie, religion, classes sociales, histoire des femmes et des minorités) et en reconnaissant le pluralisme interprétatif (au sujet de la Conquête, des patriotes, de la Confédération).

Éthier et Lefrançois ont peut-être raison de dire que c'est en faisant de l'histoire que l'on devient historien. Toutefois, on peut penser que le rôle de l'école n'est pas de former des historiens, mais des citoyens qui ont une connaissance honnête de l'histoire, comme on n'enseigne pas la littérature pour former des écrivains, mais des lecteurs.

De même, avoir un regard critique sur notre histoire nationale est certes nécessaire, mais encore faut-il

d'abord avoir une bonne connaissance de cette dernière avant de la déconstruire, pour ne pas se complaire dans un procès intempêtif du passé.

**QUEL SENS POUR L'HISTOIRE ?**  
ANALYSE ET CRITIQUE DU NOUVEAU PROGRAMME D'HISTOIRE DU QUÉBEC ET DU CANADA  
Collectif  
M éditeur  
Saint-Joseph-du-Lac, 2017  
112 pages

## ENTREVUE

# Oreille tendue sur un pouvoir tentaculaire

L'essayiste Alain Deneault appelle à cartographier l'influence des multinationales pour mieux s'y opposer

FABIEN DEGLISE

Il y a de l'énigme dans le commentaire. En 2015, dans la foulée de révélations sur l'utilisation record de pesticides dans les campagnes du Québec cette année-là, l'ex-ministre de l'Agriculture Pierre Paradis lance alors à la volée dans les couloirs du parlement : «*Monsanto et les autres de ce genre : ils sont encore plus puissants que le gouvernement du Québec*».

Plus puissant? Au-dessus du pouvoir des États? La formule relève de la percussion pour appréhender ici l'influence démesurée des grandes multinationales de l'agroalimentaire sur les régions rurales du Québec. Entre autres lieux d'influence.

Finances, ressources naturelles, services, alimentation... les activités de ces grands groupes qui approvisionnent, divertissent, nourrissent, équipent, font travailler le monde ne tiennent plus seulement du simple fait économique et de la gestion d'actifs par des individus dans une sphère privée. Ces multinationales sont devenues aujourd'hui des pouvoirs à part entière qu'il est urgent de scruter sous cet angle pour mieux pouvoir y faire face, estime le philosophe et essayiste Alain Deneault, qui frappe une nouvelle fois sur le clou de nos aliénations collectives avec *De quoi Total est-elle la somme ?* (Écosociété), essai sur les «multinationales et la perversion du droit». Le bouquin puise son carburant principal dans une étude exhaustive du discours et des activités du géant pétrolier et gazier transnational Total, ancienne Compagnie française des pétroles (CFP) fondée en 1924.

«*Les multinationales nous placent face à un pouvoir d'un type nouveau qui n'a pas de contre-pouvoir*», constate l'homme joint au téléphone il y a quelques jours à Paris. Il est directeur de programme au Collège international de philosophie. «*Il serait intéressant*

d'ailleurs que le milieu journalistique, de manière intégrée, inscrive ces pouvoirs parmi ceux qui font l'objet d'une couverture quotidienne, pas seulement sous l'angle économique, mais sous l'angle politique. Si l'on citait aussi souvent les présidents de ces multinationales que le premier ministre, on aurait sans doute une compréhension plus nette de leurs pouvoirs qui façonnent la vie sociale», les politiques publiques, les relations internationales...

### Remède au cynisme ?

Écouter la voix des multinationales pour comprendre la guerre en Syrie, pour saisir l'acharnement de Donald Trump sur Obamacare ou encore décoder avec acuité les investissements de la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ) dans les infrastructures permettant d'envoyer le pétrole des sables bitumineux vers les marchés d'exportation — Total aurait usé de son pouvoir pour influencer cette décision, dit Alain Deneault —, et bien plus encore. Voilà l'appel que lance l'universitaire, auteur de *Noir Canada* et de *Paradis sous terre, paradis fiscaux : la filière canadienne* (Écosociété). Voilà aussi le remède qu'il préconise dans un présent qui se cherche afin de combattre non pas le cynisme du citoyen, mais plutôt son découragement.

«*Ce citoyen est découragé face au pouvoir en place parce qu'il est déboussolé*, dit Alain Deneault. *Il ne sait plus où est l'adversaire. Or, pour le trouver, cet adversaire, il faut commencer par cartographier convenablement les pouvoirs, y compris ceux des multinationales. Nous sommes dans un jeu où le politique est désormais dominé par les intérêts industriels et commerciaux plutôt que l'inverse*», et Total fait à elle seule la somme de ces nouvelles et nombreuses influences, estime-t-il.

Constituées de 882 sociétés consolidées dans 130 pays, dont le Canada, Total est ce

genre de multinationales fragmentées dans plusieurs législations, sans qu'aucune de ces législations ne puisse vraiment être capable de l'encadrer dans le tout du groupe qu'elle constitue. Cette nature propre aux entités transnationales leur permet d'avoir le dessus sur les États dans lesquels elles ont leurs activités. Elles peuvent ainsi mettre les États en concurrence les uns contre les autres, s'ingérer, s'immiscer et se substituer aux pouvoirs des États, au gré des besoins et des conjonctures, estime le philosophe.

«*Comploter, coloniser, collaborer, corrompre, conquérir, délocaliser, pressurer, polluer, vassaliser, nier, asservir et régir. Douze verbes permettent de résumer la façon qu'ont eue, au XX<sup>e</sup> siècle, des multinationales telles que Total de s'affranchir des régimes contraignants des États de droit afin de les contraindre, eux, à leur tour, à un univers commercial les liant à l'échelle mondiale*», écrit-il, tout en ajoutant que ce qui vaut pour Total vaut aussi pour United Fruit Company, Apple, Monsanto, Bayer et les autres qui profitent, pour agir sans crainte d'être trop questionnés, d'une pensée politique collective héritée d'une autre époque, celle où le pouvoir était l'apanage de l'État seulement.

«*Il faut changer le discours sur les pouvoirs*, estime M. Deneault. *Mais je reconnais que c'est ce qui demande le plus d'énergie, c'est ce qui est le fait d'une minorité intense actuellement, d'une avant-garde, mais qui doit continuer à faire valoir les choses, sans espoir d'avoir des résultats immédiats, mais dans la perspective du temps long de l'histoire*» à l'origine des changements, des évolutions, des mutations... Et il ajoute : «*En plus d'un siècle, les multinationales ont transformé leur position de principe en réalité historique. Ces réalités, si elles se font, elles peuvent aussi très bien se défaire.*»

Le Devoir



La raffinerie Total de Donges, dans l'ouest de la France

JEAN-SÉBASTIEN ÉVRARD AGENCE FRANCE-PRESSE

## La note québécoise de Total

Les héritiers de Paul Desmarais (1927-2013), la plus riche famille du Québec, auraient un mot à dire dans la gestion de la société pétrolière Total, la plus importante entreprise de France et la cinquième d'Europe. Voilà l'élément québécois du livre *De quoi Total est-elle la somme ?* d'Alain Deneault. Ceux qui croient au pouvoir magique de l'argent pourront bien rêver à la revanche de l'histoire sur l'abandon en 1763 du Canada par la France.

Évidemment, Deneault, critique virulent et très documenté du capitalisme, n'est guère tenté par un romantisme historique aussi échevelé. Il n'en reste pas moins que la présence des Desmarais dans l'histoire de Total, cette multinationale française active dans plus de 130 pays, permet de saisir de façon concrète la force tentaculaire d'une entreprise qui se joue du droit et qui en arrive à le pervertir en influençant la géopolitique planétaire sans que cela paraisse trop.

En prenant l'exemple de Total, Deneault réussit à rendre moins impénétrable le réseau de tant d'autres multinationales en décelant une importante imbrication québécoise dans le phénomène si complexe de la mondialisa-

tion. Ami du principal actionnaire de Petrofina, Albert Frère (né en 1926), l'investisseur Paul Desmarais s'est associé à cet homme, le plus riche de Belgique, lors du rachat en 1999 de Petrofina par Total.

Leur partenariat est ainsi devenu la participation d'individus la plus déterminante dans le contrôle de la multinationale française. Le pénétrant Deneault va jusqu'à écrire : «*Ils en sont de fait les patrons*». Il rappelle que Total et la Financière Power des Desmarais entraînent dans leur orbite la Caisse de dépôt et placement du Québec.

N'échappe pas à leur cupidité l'exploitation des sables bitumineux de l'Alberta, baroud d'honneur du capitalisme polluant.

Michel Lapierre

**DE QUOI TOTAL EST-ELLE LA SOMME ?**  
MULTINATIONALES ET PERVERSION DU DROIT

★★★ 1/2  
Alain Deneault  
Écosociété/Rue de l'Échiquier  
Montréal/Paris, 2017, 440 pages  
En librairie le 13 mars